

L'ACCEPTABILITE SOCIALE DES « SOLUTIONS ECOLOGIQUES » : UNE QUESTION HERETIQUE ??

Au lieu de sacrifier aux dieux écologistes sur l'autel des « fondamentaux », si on essayait d'appréhender la réalité et de raisonner sur ce que nous apprend l'état du monde et de nos sociétés ?

Cet état n'est pas brillant. Soucis du quotidien, raréfaction de l'emploi liée à une robotisation mal compensée par des « nouveaux emplois technologiques » bien insuffisants et de « nouveaux emplois de service » qu'on refuse de financer, **environnement politico-économique néo-libéral qui fait de la compétition de tous contre tous la loi suprême**, équations géopolitiques qui, à la fois, renforcent et se nourrissent d'inégalités sociales déjà bien enkystées, abandon par les élites autoproclamées de zones entières de la société, poussant certains de leurs éléments à des actes insensés... **tout se ligue pour que « l'urgence » de la question écologique ne soit guère perçue par la plupart de nos concitoyens.**

Nous avons, à court terme, peu de prise sur ce contexte peu favorable. Ce qui relève de notre responsabilité, c'est de balayer devant notre porte et d'être lucide sur le bilan de quarante ans d'« écologie politique ». Nous, écologistes, avons raison. Nous avons même raison depuis des décennies, à peu près sur tous les sujets (pas tous !)... Et, alors ? Et alors, rien ! Il faudra quand même un jour ou l'autre que l'on s'attaque prioritairement à cette question à cent balles : **« Pourquoi-tout-l-monde-il-est-d'accord-avec-nous et pourquoi-tout-l-monde-il-vote-pas-pour-nous... ? »** La longue traversée du désert qui s'annonce pour la prochaine décennie va (peut-être, qui sait ?) nous permettre de nous y atteler...

La réussite de cet aggiornamento suppose, pour commencer, de renoncer à ressasser de vieilles lunes, qu'on nous ressert à chaque « crise de l'écologie politique », toutes aussi contradictoires que peu suivies d'effets : « Restons unis », « Recentrons-nous sur les fondamentaux », « Ouvrons-nous à la société », « Changeons nos statuts », « Améliorons notre communication », ...

Si les signataires de cette contribution proposent de réfléchir prioritairement et sans tabous à cette question lancinante, d'en prendre les moyens et le temps, et d'adopter les bonnes méthodes pour y répondre, c'est qu'ils n'ont évidemment pas toutes les réponses ... Mais, observateurs assez MOUILLES dans la chose politique pour en connaître les rouages, et suffisamment ELOIGNES des instances pour garder du recul, ils sont bien placés pour percevoir où se situent **les principaux blocages qui empêchent un électeur sympathisant de la cause écologique de se déplacer au bureau de vote d'abord, et de déposer un bulletin EELV dans l'urne ensuite.**

Deux pistes de recherche sont à privilégier :

Comment fonctionne l'électeur « moyen » ?

Où en est la recette de la tarte à la crème : « Faire de la politique autrement » ?

1. L'électeur ne vote pas principalement pour un programme ... si d'autres conditions ne sont pas réunies.

Quelles conditions ?

Qu'il se sente partager **la même vision du monde** que les candidats...(le temps long et la « société rêvée »)

Qu'il se sente partager **la même analyse de la situation**, ce qui n'est pas la même chose... (le moyen terme et les choix stratégiques)

Qu'il ne soit pas rebuté par des discours ou **des comportements qui parasitent** le message...

Qu'il retrouve des propositions considérées comme marginales (par les « militants éclairés »), mais qui lui tiennent à coeur...

Tout cela n'est pas facile à appréhender ; encore plus difficile à « gérer », comme on dit maintenant...

Le nombre de signes nous étant comptés, avançons quelques questions dont la clarification serait de nature à dégager des positions politiques cohérentes. Et, partant, faciliterait l'adhésion à nos idées et d'éventuelles collaborations avec des mouvements plus ou moins convergents.

Est-ce que nous sommes pour **la « mondialisation heureuse »** ? ... **Ou**, pour un vieux slogan qui eut son heure de gloire : **« Vivre et travailler au pays ? »**

L'européisme béat d'EELV est-il vendable, tant que les traités européens bloqueront toute tentative de reprise de pouvoir du politique sur l'économique, des citoyens sur les actionnaires... ?

Vis à vis du reste du monde, pourra-t-on éviter d'assumer, enfin, **un « protectionnisme raisonné », indispensable** à la fois à la reprise en main du « marché de l'emploi » et à la mise en œuvre de la transition écologique dans des conditions économiques pérennes ?

Cela a-t-il un sens de parler de propositions pour une « politique de la ville » (entre autres) tant qu'on n'a strictement aucune solution quant à l'économie souterraine, vu l'état de l'économie tout court... et l'on revient aux deux questions précédentes (la sacro-sainte concurrence libre et non faussée et le libre-échange sauvage).

Au chapitre des discours et comportements qui rebutent les bonnes volontés, citons l'obsession malade de la « parité » (qui ne conforte que les convaincus et agace les autres), l'omniprésence des thèmes « sociétaux », le sur-investissement de la revendication du « vote des étrangers » (qui n'est sûrement pas la question du siècle et qui serait bien mieux acceptée sous la forme d'une réforme du processus de naturalisation). Que dire aussi de **la tendance à la moralisation des questions politiques ! Cette manie de vouloir dire constamment « ce qui est bien pour vous » !** Certes, manger moins de viande, c'est bon

pour la santé et pour la planète,... Mais arrêtons de proclamer comme certains que le tofu et le pourpier, c'est meilleur que le gigot d'agneau, dans un pays qui fait de la gastronomie son blason !! N'oublions pas non plus que la voiture individuelle est aussi un outil de liberté, notamment en milieu rural ou de grande banlieue : l'ennemi n'est pas la voiture en soi, mais le nombre de kilomètres qu'elle fait par an et sa consommation au kilomètre ! Vouloir promouvoir des solutions collectives, hélas imposées par la crise écologique au nom du bien commun, est assez difficile comme ça : n'en rajoutons pas en utilisant des arguments rejetés par le plus grand nombre. Cessons également de justifier la densification de l'habitat par autre chose que l'amélioration de l'empreinte écologique : si vous aimez avoir de nombreux voisins, ce n'est pas forcément l'envie de tout le monde et il serait bien plus efficace de dire que nous avons des solutions miracles pour l'isolation phonique des appartements ! (Pas de chance : nous ne les avons pas...)

Sur tous ces points et sur bien d'autres, nous avons du boulot, à la fois dans le travail de fond d'amélioration des propositions que dans la manière de présenter ces propositions, pour faire avancer l'acceptabilité sociale de nos « solutions » !

Il est bien clair que le concept « ségolénien » d' « écologie punitive » sert surtout à justifier un immobilisme gouvernemental coupable ; il mérite toutefois d'être intégré à notre réflexion (auto) critique, d'autant que certains des discours et comportements évoqués plus haut, « normatifs » et nocifs à notre efficacité, sont considérés comme « identitaires » par bon nombre de militants...

En tout cas, le slogan « **l'écologie des solutions** », le « **bien-vivre** » (**pourquoi pas bientôt le « bien-être » !?**), **ça ne marche pas** et ça ne peut pas marcher ... Nous ne sommes pas des syndics d'immeuble ! **L'électeur ne recherche pas un bricoleur de génie ; il cherche un chemin, un horizon...** C'est aussi pour cette raison, l'incapacité des politiques à assumer cette dimension, que le religieux fait aujourd'hui un retour en force, ici comme ailleurs...

2. La question (mal posée) du recrutement des « militants »

Sur cette question, on raisonne encore chez les écolos ... comme dans les autres partis : on se plaint de ne pas avoir assez de militants, mais il semble qu'on n'ait pas encore pigé que **le citoyen moyen 2016 n'a plus que de vagues rapports avec le citoyen du XXe siècle...** Il y a eu un effort : on a réussi à interpeller les militants potentiels sur le thème : « Adhérez comme vous êtes ! » Très bien ... On ne vous demande plus de passer la robe de bure avant d'entrer dans la chapelle ... Mais le problème réside dans le mot même « adhérer » qui évoque inévitablement le papier collant du capitaine Haddock et ne correspond plus aux processus d'engagement de la plupart des citoyens d'aujourd'hui.

Il faut aussi réaliser à quel point cette problématique est liée à d'autres, par exemple, à l'exercice concret des mandats de nos élus : entre les élus, les militants et l'électeur de base, plus ou moins sympathisant selon les circonstances, il y a **une foulditude de « statuts »** : l'adhérent thématique, l'adhérent « inactif mais vigilant », l'adhérent « éponge » (celui qui

s'imprègne de l'opinion publique par sa profession ou sa fonction), et toute la gamme des sympathisants, avec les mêmes sous-statuts déjà évoqués...

C'est l'énergie de toute cette galaxie qu'il faudrait mobiliser ... et ça ne se fera pas tout seul ; il faudrait sans doute oser réduire un temps manifestations, communiqués, pancartes et tracts au strict indispensable, arrêter de se disperser en actions de « visibilité » au rendement infinitésimal, et affecter l'essentiel des moyens à coordonner ces bonnes volontés souterraines, qui ne supporteront jamais les astreintes, hélas nécessaires aussi, de la gestion partidair. Les conditions matérielles d'existence d'EELV ne vont pas s'améliorer dans les années qui viennent ; cela va rendre encore plus nécessaire de faire le choix de privilégier ces nouvelles tâches, même si c'est aux dépens des anciennes.

Tout en approfondissant collectivement cette recherche, qui doit mener soit à un changement de pratiques au sein de l'organisation soit à une recomposition (certaines options étant trop éloignées pour cohabiter au sein d'une même structure),

et pour traverser sans trop de pertes d'énergie la période confuse qui s'annonce ,

optons pour les **mesures conservatoires** suivantes :

Laissons tomber la présidentielle qui ne pourra servir qu'à mettre en évidence notre difficulté à y briller (éventuellement au profit d'une candidature « morale » ou de témoignage, de type Hulot...)

Expliquons avec force que **la politique de la France dépend de l'Assemblée Nationale** et non du président de la République (même sous la constitution actuelle) et que c'est là le vrai rendez-vous...

Soutenons partout, pour ces législatives, des candidatures « compatibles » sans vouloir à toutes forces voir du « vert pomme » partout. Dans le mouvement de rétrécissement de l'assise électorale « progressiste » (au sens très très large, de l'aile gauche du PS au NPA), le réflexe de chacun est de défendre le pré carré qui lui reste... Ce serait une erreur mortelle de faire la même chose : une « lutte-ouvriérisation » d'EELV ! **Au besoin, dissolvons le « parti » ; mettons en route le « mouvement » (et donnons-lui le nom qui va bien !)**

* * * * *

Contact (commentaires, développements et propositions vivement souhaités) :
jfschneider38@orange.fr

Premiers signataires :

Jean-François SCHNEIDER	Rhône Alpes	Matheysine Trièves
Cécile PRUDHOMME	Franche-Comté	Besançon
René MONTAGNON	Bourgogne	Beaune
Pascal BOURGOIS	Aquitaine	Libournais
Cécile VIALON	Rhône Alpes	L'Isle d'Abeau
Dominique DUBUS	Franche-Comté	Besançon
Jean-Edouard MAZILLE	Rhône Alpes	Matheysine Trièves

(Les co-signataires de cette contribution n'approuvent pas forcément l'intégralité des idées qui y sont exprimées mais estiment que ces questions méritent d'être discutées dans le cadre du Congrès national.)